

La liste des revendications des « gilets jaunes » - Zéro SDF, retraites, salaire maximum...

dimanche 2 décembre 2018, par [Gilets jaunes](#) (Date de rédaction antérieure : 29 novembre 2018).

Le mouvement a envoyé aux médias et aux députés un communiqué comprenant une quarantaine de revendications, jeudi.

Les revendications des « [gilets jaunes](#) » dépassent désormais officiellement la seule question des prix du carburant. Dans un long communiqué envoyé aux médias et aux députés, jeudi 29 novembre, la délégation du mouvement liste une série de revendications qu'il souhaite voir appliquées.

« *Députés de France, nous vous faisons part des directives du peuple pour que vous les transposiez en loi (...). Obéissez à la volonté du peuple. Faites appliquer ces directives* », écrivent les « gilets jaunes ». Des porte-parole de la délégation [doivent être reçus](#), vendredi à 14 heures, par le Premier ministre, Edouard Philippe, et le ministre de la Transition écologique, François de Rugy.

Augmentation du smic à 1 300 euros net, retour à la retraite à 60 ans ou abandon du prélèvement à la source... La liste comprend de nombreuses mesures sociales, mais également des mesures concernant les transports, comme la fin de la hausse des taxes sur le carburant et la mise en place d'une taxe sur le fuel maritime et le kérosène. Voici cette liste non exhaustive de revendications :

- Zéro **SDF** : URGENT.
- Davantage de progressivité dans **l'impôt** sur le revenu, c'est-à-dire davantage de tranches.
- **Smic** à 1 300 euros net.
- Favoriser les **petits commerces** des villages et centres-villes. Cesser la construction des grosses zones commerciales autour des grandes villes qui tuent le petit commerce et davantage de **parkings gratuits** dans les centres-villes.
- Grand plan d'isolation des **logements** pour faire de l'écologie en faisant faire des économies aux ménages.
- **Impôts** : que les GROS (MacDo, Google, Amazon, Carrefour...) payent GROS et que les petits (artisans, TPE, PME) payent petit.
- Même système de **Sécurité sociale** pour tous (y compris artisans et auto-entrepreneurs). Fin du RSI.
- Le système de **retraite** doit demeurer solidaire et donc socialisé. Pas de retraite à points.

- Fin de la hausse des taxes sur le **carburant**.
- Pas de **retraite** en dessous de 1 200 euros.
- Tout **représentant élu** aura le droit au salaire médian. Ses frais de transports seront surveillés et remboursés s'ils sont justifiés. Droit aux tickets-restaurant et aux chèques-vacances.
- Les **salaires** de tous les Français ainsi que les retraites et les allocations doivent être indexés à l'inflation.
- Protéger l'industrie française : interdire les **délocalisations**. Protéger notre industrie, c'est protéger notre savoir-faire et nos emplois.
- Fin du **travail détaché**. Il est anormal qu'une personne qui travaille sur le territoire français ne bénéficie pas du même salaire et des mêmes droits. Toute personne étant autorisée à travailler sur le territoire français doit être à égalité avec un citoyen français et son employeur doit cotiser à la même hauteur qu'un employeur français.
- Pour la sécurité de **l'emploi** : limiter davantage le nombre de CDD pour les grosses entreprises. Nous voulons plus de CDI.
- Fin du **CICE**. Utilisation de cet argent pour le lancement d'une industrie française de la **voiture à hydrogène** (qui est véritablement écologique, contrairement à la voiture électrique.)
- Fin de la politique d'**austérité**. On cesse de rembourser les intérêts de la dette qui sont déclarés illégitimes et on commence à rembourser la dette sans prendre l'argent des pauvres et des moins pauvres, mais en allant chercher les 80 milliards de fraude fiscale.
- Que les causes des **migrations** forcées soient traitées.
- Que les **demandeurs d'asile** soient bien traités. Nous leur devons le logement, la sécurité, l'alimentation ainsi que l'éducation pour les mineurs. Travaillez avec l'ONU pour que des camps d'accueil soient ouverts dans de nombreux pays du monde, dans l'attente du résultat de la demande d'asile.
- Que les déboutés du droit d'asile soient reconduits dans leur pays d'origine.
- Qu'une réelle politique d'**intégration** soit mise en œuvre. Vivre en France implique de devenir français (cours de langue française, cours d'histoire de France et cours d'éducation civique avec une certification à la fin du parcours).
- **Salaire maximum** fixé à 15 000 euros.
- Que des **emplois** soient créés pour les chômeurs.
- Augmentation des **allocations** handicapés.
- Limitation des **loyers**. Davantage de logements à loyers modérés (notamment pour les étudiants et les travailleurs précaires).
- Interdiction de vendre les biens appartenant à la France (barrage, aéroport...)
- Moyens conséquents accordés à la **justice**, à la **police**, à la gendarmerie et à l'armée. Que les heures supplémentaires des forces de l'ordre soient payées ou récupérées.

- L'intégralité de l'argent gagné par les **péages** des autoroutes devra servir à l'entretien des autoroutes et routes de France ainsi qu'à la sécurité routière.
- Le prix du **gaz** et de l'**électricité** ayant augmenté depuis qu'il y a eu privatisation, nous voulons qu'ils redeviennent publics et que les prix baissent de manière conséquente.
- Fin immédiate de la fermeture des petites lignes, des **bureaux de poste**, des écoles et des maternités.
- Apportons du bien-être à nos **personnes âgées**. Interdiction de faire de l'argent sur les personnes âgées. L'or gris, c'est fini. L'ère du bien-être gris commence.
- Maximum 25 élèves par **classe** de la maternelle à la terminale.
- Des moyens conséquents apportés à la **psychiatrie**.
- Le **référendum** populaire doit entrer dans la Constitution. Création d'un site lisible et efficace, encadré par un organisme indépendant de contrôle où les gens pourront faire une proposition de loi. Si cette proposition de loi obtient 700 000 signatures alors cette proposition de loi devra être discutée, complétée, amendée par l'Assemblée nationale qui aura l'obligation, (un an jour pour jour après l'obtention des 700 000 signatures) de la soumettre au vote de l'intégralité des Français.
- Retour à un mandat de 7 ans pour le **président de la République**. L'élection des députés deux ans après l'élection du président de la République permettrait d'envoyer un signal positif ou négatif au président de la République concernant sa politique. Cela participerait donc à faire entendre la voix du peuple.
- **Retraite à 60 ans** et, pour toutes les personnes ayant travaillé dans un métier usant le corps (maçon ou désosseur par exemple), droit à la retraite à 55 ans.
- Un **enfant** de 6 ans ne se gardant pas seul, continuation du système des aides Pajemploi jusqu'à ce que l'enfant ait 10 ans.
- Favoriser le **transport** de marchandises par la voie ferrée.
- Pas de **prélèvement à la source**.
- Fin des **indemnités présidentielles** à vie.
- Interdiction de faire payer aux **commerçants** une taxe lorsque leurs clients utilisent la carte bleue. Taxe sur le fuel maritime et le **kérosène**.

.

P.-S.

- Franceinfo, France Télévisions, Mis à jour le 01/12/2018 | 17:38, publié le 29/11/2018 | 10:37 : <https://www.francetvinfo.fr/economie/transports/gilets-jaunes/zero-sdf-retraites-superieures-a-1-200-euros-salaire-maximum-a-15-000-euros-decouvrez-la-longue-liste-des-revendications-des-gilets->

[jaunes_3077265.html](#)